

La CGT départementale communiqué...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT

Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr

Agenda 2022

Commission Exécutive

UD

- Lundi 14 février
- Lundi 14 mars
- Lundi 11 avril
- Lundi 9 mai
- Lundi 13 juin
- Lundi 11 juillet
- Lundi 12 septembre
- Lundi 10 octobre
- Lundi 14 novembre
- Lundi 12 décembre

21 décembre 2021

Finances: fermetures des trésoreries, la liste s'allonge au grand désespoir des syndicats

L'Intersyndicale des Finances Publiques 71 pointe du doigt les prochaines fermetures des services publics de proximité des finances publiques. Certains ont déjà mis la clé sous la porte, d'autres vont suivre dès le 1er janvier 2022 notamment à Montceau-les-Mines. En aucun cas, les Maisons France Service qui doivent voir le jour en particulier à Sanvignes et au Bois du Verne à Montceau « ne remplaceront les services publics avec des agents compétents et qui répondent à vos questions » précise l'Intersyndicale dont nous publions ci-dessous le communiqué.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Citoyens, le 1^{er} janvier 2022, la liste de fermetures des services publics de proximité des finances publiques s'allonge considérablement...

Au total 26 services condamnés : les citoyens baladés !

Au 1^{er} janvier 2022 : fermetures des trésoreries de Chauffailles, Marcigny, Montceau, Cuisery, Pierre de Bresse et Saint Germain du Bois, des Services des Entreprises de Louhans, de Charolles et Paray-le-Monial. Du Service des Impôts des Particuliers de Charolles.

Au 1^{er} septembre 2022 : fermetures des trésoreries de Tournus et Cluny

Au 1^{er} janvier 2023 : fermetures des trésoreries de Buxy, Sennecey-le-Grand, Chagny.

Au 1^{er} septembre 2023 : fermeture de la Paierie Départementale.

Rappelons, pour mémoire, en 2021 ont déjà fermé :

Au 1^{er} janvier 2021 : les Services des Impôts des Entreprises d'Autun et du Creusot, le Service des Impôts des Particuliers de Montceau les Mines, les trésoreries de Digoïn, Paray-le-Monial, Perrecy-les-Forges, Etang sur Arroux-St Léger sous Beuvray ;

Au 1^{er} septembre 2021 : les trésoreries de Bourbon-Lancy, Gueugnon, Cuiseaux ;



Face à la pandémie et à ses conséquences humaines, sociales et économiques, le gouvernement et Bercy ont pourtant su recourir aux qualifications, à l'expérience et à la conscience professionnelle des agents, rappelant l'importance du service public en général et en son sein la place de la DGFIP.

Rien que le bilan de cette situation exceptionnelle aurait dû inviter les pouvoirs publics et administratifs à revoir leur copie dévastatrice.

Pour cela, elle a déjà mis en place de multiples contre-réformes, ou en initie de nouvelles, dans un seul but : fusionner les services et réduire le nombre d'emplois. Les conséquences, vous les vivez déjà avec un éloignement de nos accueils et une réduction des horaires d'ouverture de nos guichets.

*Les Maisons France Service sont des espaces de 1er accueil et d'accompagnement des démarches en ligne (fiscalité, budget, retraite, emploi, santé, sécurité sociale, état civil, justice, logement, la Poste...). En aucun cas, elles ne remplaceront des services Publics de pleine compétence avec des agents formés qui répondent à vos questions et non des animateurs poly-compétents. **Ces services devraient être assurés en complément de nos missions et non servir de prétexte à la suppression du réseau des finances publiques.***

L'Intersyndicale des Finances Publiques de Saône et Loire porte une autre vision du service public, celle d'un service de qualité et de proximité aux populations, d'une égalité de traitement sur tout le territoire. Cela passe par le maintien de Centres des Finances Publiques partout et pour tous, avec des prérogatives et des moyens humains et matériels renforcés, avec des personnels qualifiés et reconnus.

27 décembre 2021

BUXY: EHPAD, l'ARS doit prendre ses responsabilités

Pour la 1re fois, une réunion a été organisée la semaine dernière en présence de différents protagonistes du dossier pour évoquer la situation au sein de l'Ehpad de Buxy, où le directeur fait l'objet de plaintes pour harcèlement moral. L'Agence régionale de santé a décidé la mise en place d'un plan d'action.

C'est dans une salle de la mairie de Buxy, mercredi, que deux représentants de l'Agence régionale de santé (ARS) se sont entretenus avec des membres du personnel et des représentants de familles, en présence du directeur de l'établissement mis en cause, Patrick Vieu. Les membres de l'ARS ont également rencontré Dominique Lanoiselet, maire de la commune et présidente du conseil d'administration de l'Ehpad de Buxy.

Étaient notamment présentes deux titulaires de la fonction publique qui ont porté plainte contre Patrick Vieu pour harcèlement moral.

• Situation financière précaire

À l'issue de cette première rencontre depuis de longs mois avec leur responsable hiérarchique, l'une d'elles évoquait l'émotion ressentie. « Après 35 ans d'un parcours sans faute, je ne pensais pas tomber sur un directeur comme ça. » Alors que leur inaptitude à reprendre un poste de travail au sein de l'établissement a été constatée, les deux collègues s'inquiètent pour leur situation financière si le contexte venait à perdurer. Après un demi-traitement, et sans droit au chômage, dans quelques jours, elles ne toucheront plus rien. « Le directeur nous a refusé la rupture conventionnelle », précisent-elles. Tout comme la protection fonctionnelle : ce sont elles qui doivent assumer les frais de justice. Leur avocat a déposé un recours auprès du tribunal administratif.

• Nombreux signalements

La présidente du conseil de vie sociale est venue assister à la réunion. Sa mère est résidente dans l'Ehpad. Elle affirme : « J'ai fait remonter de nombreux signalements » sur le comportement du directeur. Sans résultat. Venu de Beaune, où il précise évoluer « dans une structure où son travail est reconnu par sa hiérarchie », un ancien infirmier a fait le déplacement. Il était parti six mois après l'arrivée de Patrick Vieu estimant que « sa gestion » ne correspondait pas à « ses valeurs ». Suite à la réunion, l'Agence régionale de santé Bourgogne Franche-Comté, a décidé la mise en place d'un plan d'action. Sollicitée, l'ARS confirme se contentant de cette réponse laconique : « Il a été demandé au directeur de l'Ehpad de travailler à un plan d'action. »

Hervé Maillot, délégué régional CGT santé et action sociale, lui aussi présent, se félicite « qu'une action collective soit engagée ». Il estime désormais que « l'ARS doit prendre ses responsabilités. Il y a eu des suspensions pour moins que ça », précise-t-il.

10 janvier 2022

LE CREUSOT: La Cgt bloque l'entrée d'Alstom pour demander la réintégration de deux salariés qui ont été licenciés



Le mouvement était prévu pour aller au-delà de la mi-journée.

Depuis ce lundi 10 janvier au matin, les portes d'Alstom, sur le site industriel du Creusot, sont bloquées à l'initiative de la CGT qui a appelé à la grève. «On proteste contre les licenciements de deux salariés. Un qui a 55 ans et qui a 33 années d'ancienneté et un qui a 31 ans et 12 années d'ancienneté. Il leur est reproché des erreurs, à leur avantage, sur des notes de frais, sur des déplacements», explique Pascal Tiercelet, délégué de la CGT qui conteste le qualificatif de «faute grave». Et de juger : «Il y a eu des erreurs, mais cela ne méritant certainement pas des licenciements pour fautes graves. Nous demandons leur réintégration».

Une grève a déjà eu lieu vendredi. «Aujourd'hui on a décidé de bloquer au-delà de la mi-journée et nous l'avons dit à la direction. On dénonce aussi la dégradation du climat dans les ateliers. Le climat est malsain. Dès qu'un employé, par exemple, ne porte pas correctement son masque, il est rappelé à l'ordre. Les gars ne travaillent plus sereinement».

11 janvier 2022

CHALON SUR SAONE: 300 professionnels du social, du médico-social et du sanitaire ont manifestés

Mardi 11 janvier, plus de 300 de ces oubliés du Ségur étaient dans la rue pour dénoncer des conditions de travail dégradées, la perte du sens du travail, l'insuffisance des effectifs, l'absence de reconnaissance professionnelle et le manque d'attractivité des métiers.

À Chalon-sur-Saône, comme dans la plupart des villes françaises, les secteurs du social, du médico-social et du sanitaire sont «à bout de souffle». Ils dénoncent des conditions de travail dégradées, la perte du sens du travail, l'insuffisance des effectifs, l'absence de reconnaissance professionnelle et le manque d'attractivité des métiers.

Pour toutes ces raisons, ils étaient en grève et ont manifesté leur ras-le-bol ce mardi 11 janvier 2022 dans la rue.

Le parcours de la manifestation

Le rassemblement avant le début de la manifestation était prévu pour 14 heures 30, devant la Maison des Syndicats, le cortège a pris la direction de la Rue du Parc avant de tourner sur l'Avenue Monnot et la Rue de Belfort.

Ces professionnels du social, du médico-social et du sanitaire ont emprunté ensuite la Place de Beaune pour un premier arrêt sur les marches du Tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône, Rue Émiland Ménand.

Le temps de quelques prises de parole.

Le cortège a ensuite pris la direction du Boulevard de la République en passant par la Place de l'Obélisque avant de tourner dans la Rue Gloriette, poursuivre Rue Pasteur et pour finir la Place de l'Hôtel de Ville où la manifestation prendra fin.

À noter que comme nous explique Céline Cuenot, déléguée syndicale à la Sauvegarde 71, «les manifestants n'ont pas pris la peine de se rendre devant la permanence du député inconnu afin de ne pas lui davantage de publicité».



Toutes les associations du social et médico-social de Saône-et-Loire étaient présentes



La mobilisation a été forte surtout dans le social et le médico-social. Ainsi, au moins dans ces deux secteurs, toutes les associations de Saône-et-Loire étaient représentées à l'instar de la PEP, les Papillons Blancs Bourgogne du Sud (Simard et Sevre) et de Mâcon, Le Pont, la Sauvegarde 71, l'AMEC, l'APAJH, l'Association des Paralysés de France, la Mutualité Française, l'UDAF, l'ADFAAH, France Horizon, le CHS Sevre et le CH William Morey de Chalon-sur-Saône.

De nombreuses revendications

Issus du public et du privé, ceux qui se désignent comme les Oubliés du Ségur réclament une «véritable politique sociale, médico-sociale et sanitaire à la hauteur des moyens», une amélioration «immédiate» des rémunérations pour pallier la perte du pouvoir d'achat depuis dix ans (et même vingt ans au niveau du social) et une augmentation du SMIC et enfin la création d'un statut pour les assistants familiaux.

Ils étaient 300 à défiler dans les rues de Chalon-sur-Saône selon les organisateurs de la manifestation et 250 selon la Police.

11 janvier 2022

MONTCEAU LES MINES: La santé publique va mal ...

La santé publique va mal en France, en Saône-et-Loire et à Montceau-les-Mines en particulier. Ce mardi après-midi, les syndicats, essentiellement la CGT et le CODEF sont venus le rappeler une fois encore comme ils le font depuis bientôt deux ans suite à la restructuration de l'offre de soins sur le Groupement Hospitalier du Territoire Nord et, notamment, la fermeture de la chirurgie au centre hospitalier de Montceau.



Depuis, rien ne va plus, tout part à vau-l'eau. Au personnel insuffisamment rémunéré même si le Ségur est venu soulager d'un doliprane les maux d'argent, sont venus s'ajouter la crise du covid et ses conséquences sur le suivi des patients dans les hôpitaux et l'épuisement des infirmières, aides-soignantes et des médecins.

D'année en année, les revendications ne changent pas. Tous dénoncent comme le CODEF « la dégradation des conditions de travail des personnels, ainsi que les difficultés d'accueil et de prise en charge dans la dignité pour l'ensemble de la population » et le manque de moyens.

Cet après-midi, les manifestants ont effectué une longue marche dans Montceau avec plusieurs haltes, leur chemin de croix à eux sans compter pour autant sur la volonté divine. Croient-ils encore au miracle ? Verront-ils un jour la chirurgie ambulatoire revenir à Jean Bouveri, des médecins anesthésistes à l'hôpital de Chalon, des dentistes au centre de santé Filieris ?

Le GHT va prochainement changer de direction avec l'arrivée de Philippe Collange Campagna en remplacement de Christine Ungerer, un choix sur lequel fondent beaucoup d'espoir les maires concernés comme à Montceau, la Guiche, Toulon-sur-Arroux, Autun ou encore Mont-Saint-Vincent. « Si nous n'y arrivons pas maintenant, nous n'y arriverons jamais » lâchait en décembre dernier Marie-Claude Jarrot, présidente du comité technique des élus locaux du territoire nord. Dans les rangs du cortège, les avis sont unanimes, Ungerer ou Collange Campagna, « cela ne va rien changer, ils obéissent aux ordres ».

Reconstruire une offre de soins conforme aux attentes de la population est la seule variable d'ajustement sur laquelle s'accordent les professionnels de santé. Seront-ils entendus ?

11 janvier 2022

MACON: Schneider Electric, la colère des syndicats à propos des salaires

Un mouvement social le matin, puis un second dans l'après-midi. Une cinquantaine de salariés du site Schneider Electric de Mâcon a observé un débrayage de deux heures mardi matin à la demande de l'intersyndicale (CGT, CFDT, SUD, FO et CFE-CGC).

La raison de cette grogne sociale ? L'augmentation de salaire proposée par le groupe dans le cadre des négociations annuelles obligatoires, jugée trop faible par les salariés.

« Pour le moment, le groupe propose une augmentation salariale de 1,2 % générale et individuelle. C'est bien en dessous de nos attentes et de nos revendications, indiquent d'une même voix les représentants syndicaux. Cette hausse est bien loin d'absorber l'inflation que l'on estime à 2,8 %. Il s'agit là d'une provocation du groupe qui a réalisé des profits records au cours de ces deux dernières années. Ce sont toujours les mêmes qui profitent de la croissance, les actionnaires. Nous, les salariés, à qui on demande sans cesse de produire toujours plus, on se sent franchement mis de côté. C'est inacceptable. Aujourd'hui on exprime notre mécontentement. Le compte n'y est pas et les négociations annuelles obligatoires sont toujours en cours. On espère être entendus. »



13 janvier 2022

MACON: Grève historique pour les syndicats d'enseignants

La grève des enseignants a été fortement suivie ce jeudi en Saône-et-Loire. À plus de 60 % pour les syndicats, à 30 % pour l'académie. Si le énième protocole Covid en a été le déclencheur, les revendications ne s'arrêtent pas là, tout comme le mouvement avec d'autres actions prévues les 20 et 27 janvier.

« C'est une journée historique, nous n'avions jamais eu autant de mobilisation pour une grève depuis Mai 68 », lance au micro Nathalie Bourceret, secrétaire générale SNUDI-FO 71 devant les quelque 150 manifestants venus à Mâcon protester sous les fenêtres de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN). À ses côtés, FSU, UNSA, CGT mais aussi la Fédération des parents d'élèves (FCPE).

Si les manifestants n'étaient pas nombreux à Mâcon devant la cité administrative, les syndicats estiment le pourcentage de grévistes « à plus de 60 % et non à 30 % (Ils n'étaient que 9,8 % de grévistes à la dernière grève de janvier 2021, NDLR) car ils ne comptent que les enseignants alors que des Atsem, des AED et du personnel administratif étaient aussi en grève », fait valoir Laurent Castagnino, secrétaire départementale SNUipp-FSU 71.

• Un protocole « trop dur »

L'énième protocole de Jean-Michel Blanquer a été largement décrié par l'assemblée. Une directrice d'école a même avoué au micro : « C'est la première fois dans ma carrière que j'ai l'impression de malmener mes collègues et les parents d'élèves. »



Dans la foule, des enseignants du lycée de Davayé raillent la procédure des trois autotests : « Des parents nous ont avoué avoir signé la feuille disant que l'autotest de leur enfant était négatif alors qu'ils ne l'avaient pas fait faute d'avoir trouvé des autotests ! » Deux enseignantes du RPI Sennecé-lès-Mâcon/Saint-Jean-le-Priche/Charbonnières se désespèrent... « En trois jours, cinq classes sur huit ont été renvoyées pour faire des tests. » Et elles estiment « trop dur ce que l'on fait subir aux enfants. Certains ont du mal à gérer ce stress et des troubles compulsifs du comportement réapparaissent », s'indignent-elles.

Réunis le matin en assemblée générale à Chalon, Mâcon et Montceau-les-Mines, les syndicats réclament le recrutement immédiat de tous les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires. Ils revendiquent aussi la stagiarisation ou la titularisation de tous les contractuels pour pallier le manque de remplaçants. Ils réclament des masques FFP2 et chirurgicaux pour ceux qui le désirent mais aussi des autotests et des capteurs de CO₂ et des purificateurs d'air où c'est nécessaire. Ils réclament des consignes « discutées et adaptées à la réalité, communiquées clairement et directement avec des délais de mise en place réalistes ».

En dehors de la crise sanitaire, ils s'opposent aux fermetures de classes lors des prochains Comités techniques spéciaux départementaux (CTSD) et réclament le dégel du point d'indice avec le rattrapage immédiat du pouvoir d'achat « perdu depuis 20 ans », mais aussi un « vrai salaire et un vrai statut » pour les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH).

13 janvier 2022

MONTCEAU LES MINES: Grève des personnels de l'Education Nationale

Jeudi matin, malgré le froid, une soixantaine de participants ont répondu à l'appel à la grève lancé par l'intersyndicale CGT Educ'Action, SNUDI-FO, SN-FO-LC, SNUipp-FSU, SNES-FSU, SUD Education, SE-UNSA, SGEN-CFDT, pour tous les personnels.

La FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves) a apporté son soutien à ce mouvement de grève, aux équipes éducatives et a appelé les parents à une journée blanche (à ne pas envoyer leurs enfants à l'école).

Une journée qui a vu des écoles fermées, des vies scolaires fermées dans certains collèges, ... Une mobilisation importante, 75 % selon les organisations syndicales.

« Cela fait très longtemps que l'on n'a pas vu une telle mobilisation des personnels de l'Education Nationale. La colère gronde, une colère générale qui dépasse largement la crise COVID ».

Le rassemblement a pris la forme d'une assemblée générale, avec micro ouvert, afin de témoigner de ce que chacun vit dans son établissement scolaire, de lister et d'écrire une plateforme de revendications à porter l'après-midi au DASEN (directeur académique des services de l'Éducation nationale) à Mâcon.

Les prises de parole se sont enchaînées et le constat est clair et net : les enseignants qu'ils soient du 1er ou du second degré demandent plus de respect et moins de mépris. Depuis deux ans, ils se sentent totalement méprisés, pas écoutés et ils arrivent à un point de saturation. Ils se posent la question du sens de leur profession, comment enseigner et remplir leur mission dans de telles conditions ?

Ils constatent une désorganisation totale de l'école,

Les directeurs d'école sont submergés par la gestion administrative de la crise et la mise en place des protocoles qui changent sans cesse et dont l'annonce est faite par les chaînes d'infos !

Le ministre se targue de ne pas avoir fermé les écoles depuis septembre 2020, mais à quel prix pour les équipes éducatives.

D'autres témoignages évoquent l'impact et les conséquences psychologiques de cette situation sur les élèves, sur leur avenir et la construction de leur personnalité, ...

Les enseignants demandent de la considération, du respect, de l'écoute, du dialogue, de la reconnaissance et portent également des revendications, matérielles, humaines et financières :

- des capteurs de CO2 dans tous les établissements scolaires,
- des masques gratuits pour les enfants et adaptés à l'enseignement pour les enseignants.
- une politique de dépistage digne de ce nom, des protocoles sanitaires applicables et supportables pour les enfants, les parents et tous les personnels des établissements scolaires...
- des recrutements massifs d'enseignants et de personnels de vie scolaire pour faire face à cette crise sanitaire,
- la dotation de moyens significatifs pour que la médecine scolaire puisse être au rendez-vous des besoins des enfants.
- le dégel du point d'indice et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 20 ans.
- des moyens de remplacement
- un véritable salaire et un statut pour les AESH
- des temps de formation pour tous...

D'autre part, le rectorat, communique ses chiffres :

MOUVEMENT DE GREVE DU JEUDI 13 janvier 2022 : les taux de participation au mouvement de grève ce jour dans l'académie :

- Moyenne générale enseignants : 27,07 % 31,07 % au national (toutes académies)
- Moyenne enseignants 1er degré : 33,59 % 38,48 % au national (toutes académies)
- Moyenne enseignants 2d degré : 19,20 % 23,73 % au national (toutes académies)

13 janvier 2022

SAÔNE-ET-LOIRE : « Retraité-es maltraité-es, mais retraité-es mobilisé-es ! » clame la CGT

Un gouvernement malentendant ? Malvoyant ? Qui laisse des milliers de retraités en situation de précarité, de pauvreté avec une perte importante de leur pouvoir d'achat. Des retraités isolés par la fermeture de services publics de proximité pour le tout numérique. Des retraités dont l'accès aux soins se réduit de plus en plus dans des déserts médicaux et dans les structures hospitalières qui ferment des lits ou des services.

À Paris le 2 décembre, 25 000 retraités étaient venus de toute la France à l'appel de 9 organisations syndicales et associations pour défendre leur pouvoir d'achat, la santé et les services publics. Faute de réaction de Macron, Ils ne vont pas en rester là.



Ce 13 janvier, les représentants des plus de 1000 adhérents Cgt retraités de Saône et Loire réunis en Comité Départemental de leur Union Syndicale des Retraités 71, offensifs, ont décidé de poursuivre la mobilisation pour leurs revendications.

Ce Comité Départemental a pris la décision d'un plan de travail ambitieux et combatif pour le 1er trimestre avec la participation des retraités sur leurs territoires à la journée nationale d'action interprofessionnelle du 27 janvier organisée par la CGT et plusieurs syndicats. Mobilisation qui sera suivie par un grand rassemblement régional des retraités à Dijon le 24 mars où plusieurs bus permettront les déplacements des 8 départements.

Vous aurez l'occasion de rencontrer les retraités CGT de Saône et Loire dans les différentes localités sur vos lieux de vie et sur les marchés. Ils s'adresseront à vous pour connaître vos besoins mais aussi pour partager leurs idées et vous proposer de rejoindre les actions de défense des revendications.

13 janvier 2022

CHALON-SUR-SAONE : « Air Liquide n'est quand même pas une PME ! »

Ce jeudi matin, 55 % des salariés du site chalonnais d'Air Liquide étaient en grève. Le point de désaccord avec la direction concerne la revalorisation des salaires. « Je ne pense pas qu'Air Liquide ait des problèmes d'argent », peste Thierry Bérout, Coordinateur CGT Air Liquide.



« Aujourd'hui (jeudi matin), la production chez Air Liquide Electronics Materials, à Chalon est à l'arrêt. Quarante-quatre salariés des laboratoires, de la maintenance et de la production ont décidé de faire grève. Au total, nous sommes plus de 1 000, sur tous les sites et filiales d'Air Liquide en France, à ne pas travailler ce jour. C'est fort ! »

Thierry Bérout ne peut que se réjouir de cette mobilisation. C'est bien le seul motif de satisfaction du coordinateur CGT Air Liquide. En effet, les négociations annuelles obligatoires pour 2022, qui portent notamment sur les revalorisations salariales, ont été décevantes pour les salariés.

Ils souhaitent une augmentation générale - c'est-à-dire pour tout le monde – des salaires de 5 % pour un maintien du pouvoir d'achat, sachant que des salariés, qui arrivent ici, démarrent avec le SMIC.

• Une hausse de 2,7 % pas acceptable pour les salariés

Pour l'instant, la direction reste sur une hausse de 2,7 %. Inconcevable pour Thierry Bérout : « La Banque centrale européenne prévoit pour cette année une inflation de l'ordre de 3,2 %. Ce n'est pas possible. Nous travaillons dans un groupe qui a dégagé 2,4 milliards d'euros de bénéfices en 2020 et dont le cours de l'action (NDLR : Air Liquide est cotée en Bourse) a grimpé de 14 % en un an ».

« Air Liquide est un groupe énorme dont l'argent n'est pas un souci. Ce n'est pas une PME », clame un autre salarié, qui exerce dans la filiale chalonnaise depuis plus de 15 ans. Thierry Bérout réclame la poursuite des négociations et espère avancer sur le dossier. Pour lui, ce serait un juste retour des choses : « Durant le confinement, on a continué à travailler. Le site a tourné à fond, sans aucune contrepartie. » Si les discussions ne se poursuivent pas, les salariés n'excluent pas une reconduction de la grève. De son côté, la direction ne souhaite pas faire de commentaires.

17 janvier 2022

CHALON-SUR-SAONE : « Air Liquide, les salariés mettent la pression ! »

Les températures glaciales de janvier n'empêchent pas les salariés du site chalonnais d'Air Liquide France Industrie de faire le pied de grue devant l'entrée de leur usine. Après jeudi et vendredi, encore près de 50 % des salariés entamaient ce lundi un troisième jour de grève. Il y en aura bien un quatrième ce mardi. Le mouvement risque d'être encore reconduit et d'impacter davantage la production de gaz industriel destiné au domaine électronique.

Salarié à Chalon et coordinateur CGT de ce groupe pesant 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2020 (et 2,5 milliards



d'euros de bénéfices), Thierry Bérout annonce la couleur : comme ses camarades, il ne cédera pas. « Tous les sites français sont touchés par cette grève sans précédent. Il est hors de question de se coucher. » De nouvelles négociations sur l'augmentation des salaires ont eu lieu ce lundi. Les syndicats n'ont toujours pas eu ce qu'ils désiraient : « La direction est revenue vers nous avec une enveloppe de 2,8 % (au lieu de 2,7 %) de la masse salariale, mais avec une répartition uniquement en

augmentation individuelle. On réclame au moins l'introduction d'une notion d'augmentation générale qui permette le maintien du pouvoir d'achat [...] Ils n'ont donc pas entendu l'expression collective des salariés. Le mouvement persiste et la CGC (Confédération générale des cadres), qui n'était pas dans la lutte, a appelé aussi à faire grève mardi. »

De son côté, le groupe, sollicité par Le JSL pour une mise au point, a répondu de façon laconique : « Air Liquide France Industrie est très attaché à la qualité du dialogue social. Il ne fait pas de commentaires sur les négociations annuelles obligatoires pour l'année 2022 qui sont en cours. »

20 janvier 2022

CHALON-SUR-SAONE : un rassemblement pour soutenir un agent suspendu à l'hôpital

Un brancardier du centre hospitalier de Chalon a été suspendu et, à l'appel de la CGT, plusieurs agents se sont réunis dans le hall du centre hospitalier pour écouter ce qu'il avait à dire. « Ce qui nous choque, c'est la méthode utilisée pour la suspension. Si la direction avait tant de choses à lui reprocher, il ne fallait pas attendre aussi longtemps pour prendre cette décision », indique Valérie Roussot, déléguée CGT.



• Un agent en voie de titularisation

Ce qu'elle veut dire, c'est que le syndicat accompagnait cet agent pour sa titularisation après 14 années de CDI (il n'a pas le statut de fonctionnaire hospitalier et les avantages qui vont avec) et que c'est à ce moment que la sanction est tombée. Les reproches qui lui sont faits sont par exemple le non-respect des règles de fonctionnement du service ou des horaires, l'utilisation d'un ton agressif, problème avec la hiérarchie... « J'ai un problème avec l'encadrement depuis plusieurs mois, se défend le brancardier. Un jour, j'avoue, j'ai craqué, j'étais épuisé, j'ai dit ce que je pensais à l'encadrement. » Depuis, le syndicat a tenté de mobiliser les autres agents et il a reçu plusieurs dizaines de lettres de soutien, du médecin à l'agent hospitalier.

NOTE S'agissant de la situation individuelle d'un agent, la direction ne souhaite pas se prononcer sur ce sujet.

20 janvier 2022

BLANZY : NAO salaire 2022 dans l'entreprise Michelin, une mascarade sans nom

Communiqué de presse coordination des syndicats CGT Michelin :

♦ Plus que du mépris, c'est une véritable insulte de l'entreprise Michelin envers les salariés :

Du salaire de la peur, cette entreprise tombe dans les salaires de la honte. Michelin, qui nous abreuve à pleine bouche dans les médias de l'expression « dialogue social », avec la complicité du gouvernement et du patronat n'en a pas l'ombre d'un échantillon en poche.

Depuis la crise de 2008, l'entreprise Michelin n'a jamais connu un résultat au-dessous du milliard d'euros. L'année 2019 - année d'avant Covid- voit un résultat (bénéfice net et cash flow) de 2,7 milliards €. Pour 2020, année Covid ponctuée par des confinements et des arrêts de fabrication que nous avons tous en mémoire, le résultat (bénéfice net et cash-flow) est de 2,6 milliards €.

♦ En fait, le résultat d'avant Covid est de 2,7 milliards d'euros, et celui de 2020, année Covid tant de fois considérée comme terrible, insurmontable, est de 2,6 milliards € !

Pour 2021, les résultats seront connus le 14 février, mais les économistes prévoient déjà un bénéfice net de 1,9 milliards €... Et quid du cash-flow ?

Michelin, c'est une santé financière au développement exponentiel alimentée par :

- l'exploitation maximale de la force de travail des salariés
- des plans antisociaux de réduction des effectifs.
- des millions d'€ d'aides publiques : loi Fillon, CICE, CIR et sans oublier les aides du « quoi qu'il en coûte », qui enrichissent l'actionnaire et appauvrissent le salarié.

♦ Tout pour l'actionnaire car l'entreprise a promis de garantir 50% du résultat à ses actionnaires au lieu des 30% à 35% habituel.

Sur plusieurs sites, les salariés se sont mis en grève plusieurs jours. Des débats ont permis d'exprimer le mépris ressenti devant la maigre augmentation des agents et l'absence totale de garantie pour les autres catégories. Les salariés de l'industrie du caoutchouc, tous formés, professionnels, maîtrisant des technologies de pointe, subissant des conditions de travail difficiles se sentent insultés, bafoués.

♦ Comment Michelin peut-il montrer si peu de reconnaissance envers ses salariés, sachant que l'inflation de 2021 est à 2,8 % et que tous les économistes s'entendent pour dire que nous ne sommes pas encore arrivés au sommet de l'inflation qui devrait atteindre 3,5 à 4% dès février ?

Chez Michelin, plus de 80% des salariés du 1er collège Ouvriers/Employés et une partie du 2ème collège bénéficient du chèque indemnité inflation de 100 €, ce qui confirme l'état de pauvreté de travailleurs qui comptent parfois plusieurs dizaines d'années d'ancienneté.

La coordination des syndicats CGT ne se contentera pas de la vague promesse d'une clause de « revoyure » en cas d'évolution exceptionnelle de l'inflation.

La CGT exige la reprise immédiate de véritables négociations visant à satisfaire, entre autres, la demande des salariés d'un minimum 3,5% d'AG afin de ne pas subir une perte de pouvoir d'achat.

Sans réponse favorable de l'entreprise, les syndicats CGT organiseront, avec les salariés, les actions qui sauront faire comprendre et entendre à Michelin cette demande.

21 janvier 2022

MACON : Un très bel hommage de la Cgt de Mâcon à Régis Kopec



Lors de l'assemblée générale des syndicats du Mâconnais-Tournugeois-Clunysois le 21 janvier, l'union locale CGT de Mâcon a rendu un hommage à Régis Kopec, qui aurait dû fêter ses 52 ans le 20 janvier. Lors de cet hommage, l'union locale a inauguré une nouvelle salle en déposant une plaque à son nom. Le vibrant hommage de ses amis et camarades...

« Régis, toi notre ami, notre camarade,
Normalement on aurait pu se retrouver
hier pour fêter ton anniversaire.

Putain de COVID

Malheureusement, ça fait deux ans que
cette saloperie fait des ravages et que, à
cause d'elle, tu nous manques
terriblement.



En plus elle nous a même empêcher à trois reprises de te rendre l'hommage de ton syndicat, de l'union locale de Mâcon, de l'UD, de ta fédé Construction, bois, ameublement, de toute la CGT !! C'est encore de sa faute si notre SG Emilie n'est pas présente aujourd'hui, et elle le regrette fort.

Et bien sûr avant tout ce sont les femmes et les hommes, les camarades qui composent ces instances qui souffrent de ton absence.

C'est vrai l'ami, tu nous manques tellement et depuis que tu es parti, on n'est pas à la fête, les mobilisations syndicales sont de plus en plus squelettiques, les droits des salariés en prennent plein la gueule, les riches sont de plus en plus riches d'une façon insolente... la haine des autres et le repli sur soi entraînent des dérives fascistes intolérables... et tu nous manques dans la lutte de tous les jours.

Mais on te promet un truc, on va pas lâcher, et se retrouver ensemble aujourd'hui avec toi, ça nous fait à la fois mal et chaud au cœur en même temps et nous donne l'envie d'être ensemble et de se battre.

Tes copains d'OXXO par la voix de LILIAN ont évoqué ton rôle éminent dans ce syndicat qui depuis des années se bat pour le droit des salariés, mais aussi pour le développement et le maintien de l'outil de production en opposition totale aux stratégies patronales internationales.

Toi et ton syndicat, vous êtes un exemple de ce qu'il faudrait mettre en place dans les entreprises aujourd'hui pour développer la CGT.

Tu n'es pas resté seulement OXXO, tu t'es engagé dans la vie syndicale, tu t'es formé, tu as poussé pour que tes camarades en fassent autant... tu as pris des responsabilités, conseiller du salarié, membre de la CE de l'Union locale au début des années 2000, puis secrétaire adjoint de Sébastien Trotard jusqu'au 7 février 2008 où tu es devenu le Secrétaire Général de l'Union Locale de MÂCON... Seb devenant ton adjoint, avec Georges Gauthier et Laurent Venet comme trésoriers et notre regretté Roland Granada à la vie syndicale.

Tu intègreras aussi la CE de l'UD 71 où tes interventions seront toujours remarquées. Tu as assumé tes fonctions avec toutes tes qualités humaines et avec ton autorité naturelle, ce qui a fait de toi un excellent dirigeant de la CGT, un vrai leader et un véritable ami.



Tu exerceras ces responsabilités jusqu'au 10 octobre 2013 où tes responsabilités fédérales nouvelles vont te faire passer la main à Laurent Venet comme secrétaire de l'Union Locale Mâcon, avec notamment deux OXXO dans le nouveau bureau : Hubert Izoard secrétaire adjoint, et Lilian Flattot, trésorier adjoint de J.Laplace.

J'en profite pour transmettre toute la sympathie de Laurent Venet à toute ta famille et aux camarades ici présents, ainsi que celles de nombreux militants que l'on ne pouvait pas tous rassembler ici, des militants de l'UL de Bourg-en-Bresse avec lesquels tu avais construit une coopération très utile en Val de Saône.

A Dida, à Dédé, à tes parents, à Philippe, à Jean Pierre et Fatima
A toutes celles et ceux de ta famille que nous ne connaissons pas,
Nous vous adressons toute notre amitié et notre solidarité dans votre douleur
La seule chose que l'on puisse faire dans tout ce malheur,
C'est vous assurer que beaucoup, beaucoup de monde le partage avec vous. »

24 janvier 2022

CHALON-SUR-SAONE: Un routier menacé de licenciement en raison de ses activités syndicales



Depuis que la direction de Laville Transports a eu vent de ses activités syndicales, les ennuis ont commencé pour David Derouillac, aujourd'hui menacé de licenciement pour fautes graves. Une excuse comme une autre, pour ce chauffeur 150M, "pour se débarrasser de lui". Plus de détails avec Info Chalon.

Rien ne va plus pour David Derouillac, 50 ans, chauffeur 150M*, salarié en CDI chez Laville Transports (Groupe Kimmel), entreprise basée à Bey.

Le 21 décembre, il informe ses employeurs qu'il est conseiller du salarié à la CGT.

Le 28 décembre, il est pris en entretien durant lequel il lui est reproché quelques faits et un «certain laisser-aller dans son travail».

«C'est vrai qu'on est pas tous les jours à 100% dans notre travail mais là...», concède ce dernier.

Pour David, la concomitance des faits ne laisse place à aucun doute : «derrière ces accusation fallacieuses, ce sont mes activités syndicales qui sont à l'origine de mes ennuis».

Au sortir de cet entretien, en plus des reproches qu'on lui fait, il est privé de son transport, il doit rentrer à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or) par ses propres moyens.

Le coup est rude pour celui qui a une expérience de 20 ans dans le transport.

«C'est une punition avec pour objectif de me pousser à la démission», réagit David.

En contact avec Lionel Gosselin de l'Union Locale de la CGT depuis plus de 6 mois en vue de créer un syndicat d'entreprise transport, David ne compte pas se laisser faire.

Il a d'ailleurs constitué un dossier dans lequel il porte à la connaissance de tous les malfaçons constatées dans l'entreprise comme la vétusté de la douche, le fait que la pompe à gasoil et à AdBlue jouxte la station de lavage «où on peut constater que les trop pleins de produits polluants s'évacuent dans le sol et le regard des eaux usées de la station de lavage», précisant «ce qui n'est pas conforme à la norme de transition écologique en vigueur», une salle chauffeurs avec des meubles provenant de la déchetterie, «un semblant de salle chauffeurs fait de bric et de broc», ou encore une caméra installée dans le bureau, qui, selon le syndicaliste, n'a d'autre but que «d'espionner les salariés».

Risquant donc d'être licencié pour fautes graves, David passe en conseil de discipline lundi 31 janvier à 14 heures au siège de l'entreprise. Il sera assisté d'un conseiller du salarié dont l'identité n'a pas encore été révélée.

«Nous à la CGT, on envisage un rassemblement lundi prochain à l'entrée de l'entreprise», déclare de son côté, Lionel Gosselin.

Au sortir de ce conseil de discipline, l'employeur se doit de transmettre tous les éléments en sa possession à l'Inspection du Travail qui statuera sur ses circonstances.

En attendant, le routier n'aura plus de salaire à partir du vendredi 28 janvier et ce jusqu'au 15 février minimum.

«J'ai des enfants qui font des études et je vais devant de graves difficultés pour pouvoir subvenir aux besoins du quotidien mais je ne lâche rien», déclare David prêt pour son bras de fer avec la direction.

* *Conducteur hautement qualifié de véhicule poids lourd.*

27 janvier 2022

AUTUN : Hausse du SMIC, les manifestants ont remis une pétition au sous-préfet

Une trentaine de personnes se sont réunies à Autun ce jeudi 27 janvier dans le cadre d'une action interprofessionnelle sur les salaires et les emplois. Une pétition pour porter le Smic à 2 000 euros bruts et comptant près de 100 signatures a été remise au sous-préfet.

Sur le parvis de la mairie d'Autun, une trentaine de manifestants se réchauffent au son d'Antisocial du groupe Trust ou encore du chant révolutionnaire Bella ciao, désormais connu de tous. Dans les rangs, les personnes qui ont répondu à l'appel à la grève de ce jeudi 27 janvier partagent leurs inquiétudes : baisse du pouvoir d'achat, augmentation du coût des énergies et des denrées essentielles ou encore répartition des richesses. Les représentants de la CGT font circuler une pétition dont le but est clair : lutter contre l'inflation et porter le Smic à 2 000 euros bruts. Après une première prise de parole de Rémi Fonvieille, secrétaire général de l'union locale de la CGT Autun, la décision est prise de se rendre directement à la sous-préfecture pour remettre cette pétition, qui compte près de 100 signatures, au sous-préfet Marc Makhoulf.



• « On ne peut pas rester sans réagir »

Alors que 40 % des salariés d'EDF étaient en grève ce mercredi 26 janvier, la question du prix était dans tous les esprits lors de ce rassemblement à Autun. « Il devient crucial de renationaliser et restaurer les services publics du gaz et de l'électricité », revendique la pétition de la CGT. Depuis novembre, les membres de la CGT exposent leurs volontés aux Autunois, notamment sur les marchés, dans le but de les convaincre de signer cette pétition. Ils ont profité de cette journée de mobilisation nationale pour la remettre au sous-préfet Marc Makhoul, avec qui des représentants ont pu échanger. « On doit permettre aux gens de vivre dignement, expose Rémi Fonvieille. Ici comme partout en France, le coût de la vie augmente presque comme jamais dans l'histoire. Et pendant ce temps, la France est championne d'Europe des exonérations d'impôts pour les grosses entreprises. On ne peut pas rester sans réagir. »

• Pas d'illusions sur les retombées

Après un échange cordial avec le sous-préfet, la mission semble accomplie : faire remonter la situation sociale tendue dans les hautes sphères. Mais les manifestants ne sont pas dupes. « Nous avons fait part du mécontentement général, le sous-préfet a eu un aperçu de nos revendications et a pris des notes, énonce Rémi Fonvieille. Nous ne sommes bien sûr pas tombés d'accord sur la responsabilité du gouvernement et nous ne nous faisons pas d'illusions. » Le mouvement de grève et les manifestations ont été relativement peu suivis au niveau national, ce qui a eu un impact sur la mobilisation autunoise. Les syndicats ne perdent cependant pas espoir. « Le rapport de force finira par être en notre faveur », conclut Rémi Fonvieille.



27 janvier 2022

CHALON-SUR-SAONE : Mobilisation interprofessionnelle pour une hausse des salaires

À l'appel de l'Intersyndicale (CGT, FO, FSU et SUD-Solidaires), ils étaient entre 300 et 400 professionnels de santé, fonctionnaires, salariés du privé ou enseignants à défiler dans les rues de Chalon-sur-Saône, ce jeudi 27 janvier, pour exiger une augmentation des salaires compensant l'inflation. Plus de détails avec Info Chalon.

Plus de 28% pour le gazole, plus de 51% pour le fuel, plus de 12% dans les transports, plus de 38,64% pour les pâtes, plus de 4,33% pour le sucre...

«Tout augmente sauf les salaires!»

Force est de constater que l'inflation a atteint un niveau record en 2021, une tendance qui devrait se poursuivre en 2022.

Et, à quelques semaines des élections présidentielles, le pouvoir d'achat est devenu une préoccupation majeure pour la population.

À l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU SUD-Solidaires, professionnels de santé, fonctionnaires, salariés du privé ou de l'enseignement avaient rendez-vous ce jeudi 27 janvier à 14 heures 30, devant la Maison des Syndicats de Chalon-sur-Saône. Plus de 400 personnes ont répondu présent pour exiger une augmentation des salaires compensant cette inflation galopante.





Ils étaient 330, selon la Police. À noter qu'ils étaient 250 à Montceau-les-Mines, 200 à Mâcon et 20 à Autun, toujours selon les forces de l'ordre.

Durant cette manifestation, les salariés de l'enseignement ont pris la parole devant les marches du Tribunal de grande instance et les professionnels de santé devant la Gare de Chalon-sur-Saône.

Au-delà de la question des salaires, d'autres revendications ont été évoquées comme l'appauvrissement des retraités, mettre fin à la réforme de l'assurance-chômage, au gel du point d'indice pour les fonctionnaires.

Après un dernier temps de parole, le cortège s'est disloqué un peu avant 16 heures 40 sur la Place de l'Hôtel de Ville.

27 janvier 2022

MACON : Grève dans la fonction publique, 200 personnes dans la rue

Les syndicats misaient sur une mobilisation ce 27 janvier. À Mâcon, assez peu de manifestants finalement avec quelque 200 personnes pour battre le pavé.

Ils ont entamé la manifestation place Genevès à 14h30.

L'on sait que la grève dans l'Éducation nationale a été peu suivie avec 8,68 % d'enseignants grévistes dans l'académie de Dijon.

À l'appel de la C.G.T., de Solidaires, de F.O. et la F.S.U. 71, rassemblement place Genevès ce jour pour un départ vers les quais jusqu'au pont de St-Laurent avant que de rejoindre la place de la Barre, le rond-point de la gare et terminer par un retour devant la Chambre de commerce et d'industrie de Saône-et-Loire...



« Il est vrai que les premiers jours de janvier ne commencent pas franchement bien. Pourtant, à écouter notre président (ndlr : de la République), les raisons d'être optimiste ne manquent pas. Tout va bien... je vous dirai même plus, soyons positifs !

Quoi qu'en ce moment être positif n'est pas bon signe ! » Emilie Quandalle - Secrétaire Générale de l'UL CGT de Mâcon

« Tous mobilisés pour les salaires ! »

Un slogan d'unité dans la froidure d'un jour d'hiver à battre le pavé pour se réchauffer, certes, mais en premier pour se faire entendre, et surtout informer, faire prendre conscience à tous que face aux augmentations des prix des produits de première nécessité, de l'énergie comme de l'alimentation et du coût de la vie, seuls les salaires, les pensions et les allocations continuent à stagner, voire à baisser au regard de l'inflation.

Oui les prix flambent, +28% pour le gazole, +51% pour le gaz et le fuel, +12% pour les transports aux dires de syndicats !

Boucler la fin de mois devient de plus en plus difficile, voire impossible pour certains.

10% d'augmentation de tous les salaires, 300€ d'augmentation du SMIC voilà les revendications portées par les quatre syndicats lors de cette journée interprofessionnelle de ce jeudi 27 janvier.

Une première hivernale qui en appellera d'autres bien avant le printemps venu, il en est certain à entendre les participants...

27 janvier 2022

MONTCEAU LES MINES : Manifestation, les prix flambent sauf les salaires

Exaspérés, ils le sont. Résignés, toujours pas. Depuis les mois, si ce n'est plus, les syndicats en cessent d'interpeller le gouvernement pour exiger une hausse des salaires dans le public et le privé. Le résultat est maigre, bien trop maigre aux yeux des salariés qui subissent ces derniers temps d'une hausse impressionnante du « gazole + 28%, gaz + 51%, fuel + 51%, transport + 12%, les pâtes + 38.64%, le sucre + 4.33% » scande la représentante FO sur les marches de l'hôtel de ville de Montceau-les-Mines ce jeudi après-midi.

Une fois encore, ils sont venus dans le froid sans autre ambition que celle de réclamer une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail. « Tout augmente sauf les salaires » persiste FO.

« En 2018, la hausse du prix de l'essence avait soulevé une forte contestation, aujourd'hui, le prix du gazole est à 1.60 € et personne ne se mobilise » dit la CGT étonnée.



« On annonce pour le seul premier semestre 2021 un record mondial avec 57 milliards d'euros de dividendes et de profits, les actionnaires et les grandes entreprises vont se goinfrer » assure FO. En échange, « notre gouvernement, grand seigneur, distribue une prime inflation de 100 euros, soit 8.30 € par mois ».

Alors que les candidats à la présidentielle rivalisent de promesses, les syndicats constatent le manque à gagner. « Il faut mettre fin à l'appauvrissement des travailleurs du public et du privé, fin à l'appauvrissement des retraités » espère FO.

A la Fédération syndicale unitaire (enseignement), on dénonce toujours le manque de moyens, en particulier pallier les professeurs absents à cause du covid. Après la grève du 13 janvier « la Saône-et-Loire a reçu quatre postes ». Autant dire, rien. D'ailleurs, même les retraités à qui le ministère de l'Education Nationale demande de rempiler, « ils ne se bousculent pas au portillon ».

Ils ont donc manifesté une fois encore. Ils reviendront. « Notre seul choix est de nous mobiliser » déclare la CGT.

27 janvier 2022

LOUHANS : Les lycéens renforcent le rassemblement de la Cgt

Après leur action devant la Cité scolaire de Louhans ce jeudi matin, une vingtaine de lycéens ont rejoint à la mi-journée les dix personnes rassemblées ce midi sur la place de la Charité à l'appel de la CGT.

L'Union locale du syndicat organisait ce rassemblement avant un départ en covoiturage pour la manifestation chalonnaise. Les membres de la CGT ont notamment déployé des affiches réclamant une augmentation générale des salaires, « pour permettre aux plus pauvres de pouvoir vivre dignement ».

Journées d'action à venir

Journée de mobilisation de la santé et action sociale le 1^{er} février

- Chalon-sur-Saône : rassemblement devant la Mairie à 14h30

Journée de mobilisation des retraités le 24 mars

Formations syndicales départementales 2022

Du 7 au 11 mars

Formation CSE au Creusot

Du 14 au 18 mars

Formation Défenseur syndical

Jeudi 24 mars

Combattre les idées d'extrême droite

Du 4 au 8 avril

Formation CSSCT au Creusot

Du 26 au 30 septembre

Formation CSE au Creusot

Du 10 au 14 octobre

Formation de formateurs
au Creusot

Du 17 au 21 octobre

Formation Conseiller du salarié
au Creusot

Du 21 au 25 novembre

Formation CSE au Creusot

Du 19 au 23 décembre

Formation Niveau 2 1^{ère} partie
au Creusot

